



PETITE

VOL. 4, n° 2, octobre 2002

entreprise

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

Le nombre d'emplois créés par les petites entreprises représentait près de la totalité du nombre net d'emplois créés au sein de l'économie dans son ensemble entre le premier trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002. Durant cette période, les petites entreprises ont créé près de 115 000 emplois.

Au deuxième trimestre de 2002, le nombre de travailleurs indépendants s'est chiffré à 2,35 millions, en légère hausse (1 %) par rapport aux 2,32 millions enregistrés au trimestre correspondant de 2001.

Au deuxième trimestre de 2002, on a enregistré 2 495 faillites, soit une baisse de 8,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2001. Le passif lié aux faillites a grimpé pour s'établir à 4,5 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2002, ce qui représente une hausse importante par rapport au chiffre de 1,9 milliard enregistré au trimestre correspondant de 2001.

Au premier trimestre de 2002, le total des prêts en cours consentis par les banques à charte se chiffrait à 94,8 milliards de dollars, en baisse par rapport aux 102,2 milliards enregistrés au trimestre correspondant de 2001.

Les placements de capital de risque au Canada ont atteint 416 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, ce qui représente une baisse marquée par rapport à l'investissement de 1,3 milliard enregistré au trimestre correspondant de 2001.

LE FINANCEMENT DES PME AU CANADA : RAPPORT ANNUEL

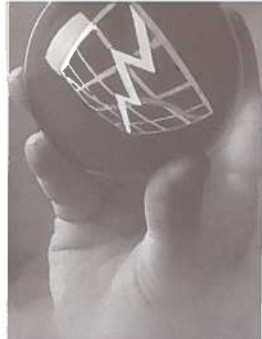
Industrie Canada, en partenariat avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, a publié en juin 2002 le premier d'une série de rapports annuels sur la situation du financement des petites et moyennes entreprises (PME) au pays. Le rapport, intitulé *Le financement des PME au Canada*, vise à brosser un tableau détaillé des complexités du financement des PME au Canada. Il analyse notamment les trois nouvelles enquêtes de Statistique Canada et d'Industrie Canada (*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* et *Le financement des PME canadiennes : satisfaction, accès, connaissance et besoins*). En voici les points saillants :

- 23 % des PME ont demandé un financement par emprunt en 2000; 82 % des demandes ont été approuvées;
- les PME les plus grosses (comptant entre 100 et 499 employés) ont été proportionnellement plus nombreuses que les plus petites à demander un financement et à voir leur demande approuvée par les prêteurs en 2000;
- on n'a observé aucun écart quant aux taux d'approbation entre les hommes et les femmes parmi les entrepreneurs ayant demandé un financement par emprunt, dans des secteurs et des tailles d'entreprise comparables;

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Travail indépendant	4
Prêts aux entreprises	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement par capitaux propres	6
Faillites commerciales	7
Faits nouveaux	8



(suite de la page 1)

- les entreprises des industries fondées sur le savoir ont été proportionnellement les moins nombreuses à demander un financement par emprunt en 2000 et elles ont enregistré le taux d'approbation le plus faible.

Le rapport présente également les résultats de trois études théoriques commandées par Industrie Canada. La première, intitulée *Questions relatives au financement par capital-risque, par placement initial de titres (PIT) et par placements subséquents de titres (post-PIT) des petites et moyennes entreprises canadiennes*, fait état des préoccupations ayant trait à l'accès au financement par capital de risque, par placement initial de titres et par placements subséquents de titres et elle jette les bases de l'élaboration de projets de recherche ultérieurs. La deuxième étude, *Valeur ajoutée par les investisseurs informels*, documente la façon dont les investisseurs privés contribuent, au-delà de l'investissement financier en soi, aux entreprises où ils investissent, et elle analyse comment les propriétaires d'entreprise perçoivent la valeur de ces contributions. La troisième étude, *Habitudes et profils de placement des investisseurs informels*, décrit la nature des investissements informels, recense les paramètres clés du processus d'investissement et met l'accent sur le comportement en matière d'investissement de ces types d'investisseurs.

Le financement des PME est un marché dynamique. Pour en apprendre davantage sur ce dernier, Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances Canada ont mis en place un mécanisme de recherche et de collecte de données par le truchement du Programme de recherche sur le financement des PME. La publication du rapport intitulé *Le financement des PME au Canada* s'inscrit dans une initiative permanente visant à livrer aux membres du Parlement, aux chercheurs et à d'autres intéressés de l'information précise et pertinente sur la situation du financement des PME au Canada, et à mettre en évidence les domaines où une recherche et une collecte de données plus poussées sont nécessaires. Au nombre des recherches complémentaires en cours dans des domaines spécialisés du financement des PME, mentionnons l'examen des marchés informels des titres participatifs au Canada et leur incidence sur la croissance et l'expansion des petites entreprises.

On peut consulter *Le financement des PME au Canada* ainsi que les enquêtes et les études théoriques à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/prf/>

CRÉATION d'emplois

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH)¹ de Statistique Canada, près de 115 000 emplois rémunérés ont été créés entre le premier trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002. Comme on le voit au tableau 1, les emplois créés par les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent pratiquement le total de ce nombre d'emplois, tandis que les pertes des moyennes entreprises ont été absorbées par les gains des grandes entreprises.

Si l'on examine les variations trimestrielles sur 12 mois pendant cinq ans, on observe une nette tendance à la baisse dans le taux global de création d'emplois, mais la part des petites entreprises dans la création d'emplois s'est accrue progressivement, avant de s'affaiblir quelque peu seulement au dernier trimestre. Le léger recul de la part des petites entreprises est attribuable au ralentissement de la croissance de l'emploi dans les très petites entreprises (moins de 20 employés). La création nette d'emplois par les moyennes entreprises (entre 100 et 499 employés) témoigne d'une très grande instabilité, leur contribution relative à la création d'emplois ayant particulièrement diminué au cours des deux derniers trimestres par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente². Veuillez consulter la rubrique « Coup d'œil sur l'économie » pour obtenir une mise à jour sur le marché global de l'emploi au cours des sept premiers mois de 2002.

Le tableau 2 présente une ventilation des variations nettes du niveau moyen d'emploi rémunéré, selon l'industrie et la taille de l'entreprise. Les variations nettes présentées correspondent à l'écart entre le niveau moyen de l'emploi durant les trois derniers trimestres de 2001 et le premier trimestre de 2002, d'une part, et le niveau moyen durant les quatre trimestres précédents, d'autre part. Comme on le constate au tableau 2, les gains les plus importants en chiffres absolus ont été enregistrés dans les secteurs suivants : commerce de détail; construction; soins de santé et assistance sociale; et hébergement et services de restauration. Dans ces secteurs, plus de la moitié des emplois ont été créés par des petites entreprises. Les autres industries où les petites entreprises sont à l'origine d'une part importante des emplois créés incluent le transport et l'entreposage; les arts, les spectacles et les loisirs; et les services professionnels, scientifiques et techniques.

(suite à la page 3)

Dans l'ensemble, les petites entreprises étaient responsables en moyenne de 65 % du nombre net d'emplois créés au cours de la période de deux ans. Les moyennes entreprises ont enregistré un recul de 8 %, tandis que les grandes entreprises (500 employés ou plus) ont affiché une progression de près de 43 % au chapitre de l'emploi rémunéré.

¹ Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille de l'entreprise excluent également les entreprises non classifiées.

² Statistique Canada signale que les données ventilées selon la taille de l'entreprise peuvent quelque peu fluctuer, en particulier dans les catégories des entreprises de petite taille et lorsqu'on compare les données de 2001 avec celles de 2000.

Tableau 1 : Variation trimestrielle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, selon la taille de l'entreprise, Canada

Trimestre	Variation totale nette		% de la contribution à la variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	449 435	10,0	1,4	8,1	5,9	25,4	10,8	3,6	14,4	60,1
T2 2001	2,8	353 334	2,2	8,7	13,0	11,9	35,8	10,5	2,5	13,0	51,1
T3 2001	1,8	226 792	29,8	2,8	16,9	15,6	65,1	-0,4	-1,0	-1,4	36,3
T4 2001	1,0	127 451	32,4	37,2	33,8	13,6	117,0	-17,7	-37,7	-55,4	38,3
T1 2002	1,0	114 841	-9,3	31,3	41,5	36,3	99,8	-7,2	-25,9	-33,1	33,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), mai 2002.

Tableau 2 : Variation nette de l'emploi rémunéré¹, sur 12 mois, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, moyenne sur quatre trimestres, du deuxième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2002

Industrie	Variation totale nette		% de la contribution à la variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emploi	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Exploitation forestière ²	-6,3	-4 990	37,6	21,4	-5,6	14,1	67,5	5,6	-	-	-
Exploitation minière, gazière et pétrolière	1,8	2 422	23,4	2,7	-11,7	-11,6	2,7	-18,3	-6,9	-25,2	122,4
Services publics	1,3	1 395	-7,6	-5,8	31,6	18,8	37,0	-46,2	-31,9	-78,1	141,1
Construction	6,8	37 124	1,5	46,5	24,0	17,8	89,7	9,8	-2,9	6,9	3,4
Fabrication	-1,4	-28 748	0,5	8,1	8,6	12,6	29,8	13,9	31,2	45,1	25,1
Commerce de gros	-0,3	-1 838	-136,8	123,2	92,8	-15,3	63,8	36,0	101,3	137,3	-101,4
Commerce de détail	2,8	41 499	16,6	5,4	25,6	7,8	55,4	-6,5	-7,1	-13,6	58,1
Transport et entreposage	0,8	4 822	28,6	40,1	56,1	53,8	178,5	112,5	34,6	147,1	-225,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	2,9	9 700	5,3	5,2	17,6	10,6	38,7	-31,0	6,8	-24,2	85,4
Finance et assurances	2,4	12 984	-7,7	-6,2	2,1	3,7	-8,2	5,0	5,6	10,6	97,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	0,1	192	-647,5	-260,3	-266,7	-154,5	-1 329,0	-391,2	-201,2	-592,4	2 021,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,7	10 906	88,8	24,8	15,7	25,2	154,5	-2,1	-18,7	-20,8	-33,8
Gestion de sociétés et d'entreprises ²	9,3	7 209	6,8	-9,4	-1,1	-7,5	-11,2	5,6	-	-	-
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	3,8	19 413	18,7	14,2	16,4	11,4	60,7	0,6	3,6	4,2	35,1
Services d'enseignement	0,4	3 737	-3,7	-21,9	-35,1	13,8	-46,9	-76,1	31,6	-44,5	191,4
Soins de santé et assistance sociale	2,6	32 238	-3,8	18,0	21,3	18,1	53,6	-1,1	-9,6	-10,7	57,1
Arts, spectacles et loisirs	3,9	8 376	15,1	30,1	73,2	59,9	178,4	81,4	32,0	113,4	-191,8
Hébergement et services de restauration	2,9	26 532	6,9	5,3	29,4	41,7	83,3	11,7	-10,5	1,2	15,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	3,5	16 413	14,5	17,2	15,4	12,1	59,2	7,9	10,2	18,1	22,6
Administrations publiques	0,9	6 218	8,4	-21,7	-47,9	-69,7	-131,0	-68,5	-67,8	-136,3	367,1
Total pour le Canada	1,6	205 605	12,9	14,6	21,3	16,6	65,4	0,6	-8,6	-8,0	42,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), mai 2002. La nette variation de l'emploi rémunéré sur 12 mois correspond à l'écart entre le niveau moyen de l'emploi durant les trois derniers trimestres de 2001 et le premier trimestre de 2002, d'une part, et le niveau moyen pendant les quatre trimestres précédents, d'autre part.

¹ Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille de l'entreprise excluent également les entreprises non classifiées.

² Dans deux industries, les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux de la catégorie de taille et de l'industrie.

TRAVAIL *indépendant*

Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le pays comptait 2,35 millions de travailleurs indépendants au deuxième trimestre de 2002, soit une hausse de 1 % par rapport aux 2,32 millions enregistrés au trimestre correspondant de 2001.

Comme on l'expliquait dans le numéro de décembre 2001 du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, l'*Enquête sur la population active* distingue cinq catégories de travailleurs indépendants : propriétaires actifs d'entreprises constituées en société avec ou sans aide rémunérée, propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société et autres travailleurs indépendants

avec ou sans aide rémunérée. Comme on le voit au tableau 3, le travail indépendant a progressé dans l'ensemble de 6,5 % entre 1996 et 2001. Cette hausse est principalement attribuable aux travailleurs indépendants sans aide rémunérée. Le nombre de travailleurs indépendants sans aide rémunérée, que l'entreprise soit constituée en société ou non, a augmenté de 13 %. Par contre, le nombre de travailleurs indépendants avec aide rémunérée a baissé de 1 %, tandis que le nombre de travailleurs familiaux non rémunérés a régressé de 46 % pendant la même période.

Tableau 3 : Nombre de travailleurs indépendants au Canada, selon la catégorie de travailleurs et l'industrie, 1996 et 2001, en milliers

Industrie	Total		Avec aide rémunérée				Sans aide rémunérée				Travailleurs familiaux non rémunérés	
			Entreprise constituée en société		Entreprise non constituée en société		Entreprise constituée en société		Entreprise non constituée en société			
	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001
Agriculture	289,9	209,2	22,7	22,6	45,4	24,3	17,9	25,9	175,7	121,3	28,2	15,1
Foresterie, pêches, mine et extraction de pétrole et de gaz	45,7	47,5	11,9	11,7	10,4	8,5	4,2	7,8	18,1	18,8	–	–
Construction	232,4	272,0	66,2	68,0	36,8	34,7	25,9	45,6	100,3	121,5	3,2	2,2
Fabrication	109,1	100,7	50,5	49,6	13,4	11,3	10,5	11,2	32,8	27,0	1,9	1,5
Total des industries productrices de biens	677,9	629,6	152,0	152,2	106,0	78,9	58,5	90,5	327,0	288,6	34,4	19,5
Commerce de gros et de détail	326,7	303,8	117,9	110,7	46,5	42,9	29,3	39,3	125,2	106,5	7,9	4,4
Transport et entreposage	91,7	135,6	17,6	24,1	12,1	11,9	10,5	22,4	49,8	76,0	1,6	–
Finance, assurances, immobilier et location	126,1	125,8	28,0	25,2	13,0	12,3	14,0	20,5	69,1	66,8	1,9	–
Services professionnels, scientifiques et techniques	251,0	323,7	47,9	61,3	38,7	38,8	38,2	67,6	124,0	154,5	2,1	–
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	98,8	139,6	18,1	18,7	14,0	15,7	5,7	13,1	59,7	91,3	–	–
Services d'enseignement	36,8	46,0	3,7	2,1	1,6	2,8	1,9	4,7	29,4	36,4	–	–
Soins de santé et assistance sociale	184,5	182,8	19,9	21,2	35,0	37,7	4,2	7,4	124,3	115,7	–	–
Information, culture et loisirs	86,2	98,6	14,0	14,0	5,6	6,1	6,5	14,0	59,6	64,3	–	–
Hébergement et services de restauration	91,0	98,5	39,7	41,2	25,5	25,4	5,9	6,4	16,5	22,5	3,4	3,0
Autres services	196,5	225,3	33,8	36,0	22,7	26,3	14,8	22,1	123,2	138,9	2,0	2,0
Administrations publiques	2,4	–	–	–	–	–	–	–	1,7	–	–	–
Total des industries productrices de services	1 491,5	1 679,6	341,0	354,3	214,9	220,1	131,2	217,5	782,4	873,1	21,9	14,6
Total – Toutes les industries	2 168,8	2 309,1	491,9	506,4	320,7	298,7	189,5	308,0	1 109,4	1 161,5	52,2	28,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Nota : Pour les besoins de l'*Enquête sur la population active*, Statistique Canada supprime des données lorsque la valeur d'une estimation est inférieure au critère de diffusion. C'est pourquoi le total des données par industrie ne correspond pas nécessairement au total national des catégories de travailleurs pour toutes les industries, ou pour les industries productrices de biens ou les industries productrices de services.

(suite à la page 5)

(suite de la page 4)

Le tableau 3 présente également les industries où des travailleurs indépendants étaient actifs entre 1996 et 2001. Quelque 80 000 travailleurs indépendants, pour la plupart propriétaires d'entreprises non constituées en société, ont quitté le secteur de l'agriculture. Par ailleurs, le travail indépendant s'est accru dans la plupart des autres industries, surtout dans le transport et l'entreposage; la gestion d'entreprises, les services administratifs et autres services de soutien; les services professionnels, scientifiques et techniques; et les services d'enseignement. Dans le secteur de la construction, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 40 000. Ce sont les travailleurs indépendants sans aide rémunérée, que leur entreprise soit constituée en société ou non, qui étaient principalement responsables de cette tendance à la hausse. Mentionnons toutefois que le secteur du transport et de l'entreposage et celui des services professionnels, scientifiques et techniques ont fait exception : outre l'augmentation du nombre de travailleurs indépendants sans aide rémunérée, ils ont enregistré une forte augmentation du nombre de travailleurs indépendants avec aide rémunérée propriétaires d'entreprises constituées en société.

PRÊTS aux entreprises

Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte¹ se sont chiffrés à 94,8 milliards de dollars au premier trimestre de 2002, montant quasi identique à celui enregistré au trimestre précédent (94,5 milliards) mais en baisse par rapport aux 102,2 milliards de dollars enregistrés un an plus tôt. Sur l'ensemble des prêts consentis par les banques à charte au cours du premier trimestre de 2002, les prêts de faible valeur (de moins de 500 000 \$) représentaient 20,2 milliards de dollars, en légère hausse par rapport au montant de 20,1 milliards enregistré au quatrième trimestre de 2001. La proportion des prêts de faible valeur dans l'ensemble des prêts en cours s'est également accrue légèrement, passant de 21,2 à 21,3 %.

Sur l'ensemble des prêts consentis par des banques à charte au premier trimestre de 2002, les prêts de valeur moyenne (entre 500 000 \$ et 5 millions de dollars) représentaient 30,3 milliards de dollars, soit une légère hausse par rapport aux 29,9 milliards enregistrés au quatrième trimestre de 2001. Comme dans le cas des prêts de faible valeur, la proportion des prêts de valeur moyenne par rapport à l'ensemble des prêts en cours consentis a augmenté légèrement, passant de 31,6 à 31,9 %.

¹ Sont exclus les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 30 août 2002

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a augmenté à un taux annuel de 4,3 % au deuxième trimestre, après avoir grimpé de 6,2 % au trimestre précédent. Il s'agit des deux trimestres consécutifs où la croissance a été la plus forte depuis deux ans et demi. La demande intérieure a été stimulée par les fortes dépenses de consommation au titre des services et les investissements accrus des entreprises dans les machines et le matériel, ce qui a plus que compensé la faible baisse des investissements résidentiels. Les importations ont fortement augmenté pour satisfaire la demande intérieure et reconstituer les stocks. Du côté des revenus, les bénéfices des sociétés ont continué de se redresser par rapport à la baisse de 2001, tandis que la nette amélioration de la situation de l'emploi a fait augmenter les revenus personnels.

Données sur le PIB mensuel. Selon ces données, l'économie a perdu un peu de vigueur à la fin du deuxième trimestre. Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,1 % en juin, soit la même hausse qu'en mai, mais il s'agit d'une forte baisse par rapport au gain marqué de 0,8 % enregistré en avril. Dans le secteur des biens, le PIB mensuel a régressé de 0,1 % en juin, après une baisse de 0,4 % en mai et une augmentation de 1,4 % en avril. Dans le secteur des services, il a ralenti sa progression pour s'établir à 0,2 % en juin, par rapport à 0,4 % en mai et à 0,5 % en avril.

Perspectives économiques. On prévoit un maintien de la croissance, quoique les analystes s'interrogent depuis peu sur la durabilité et la vigueur de la reprise économique en Amérique du Nord à la suite du ralentissement de la conjoncture économique. Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a chuté de 5 % au premier trimestre à 1,1 % au trimestre suivant. Selon les prévisions établies en avril 2002 par la plupart des analystes, le Canada devrait enregistrer une croissance moyenne de 3,5 % en 2002 et de 3,7 % en 2003¹.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation ont continué d'afficher une croissance vigoureuse. L'augmentation de 3 %, qui reflète une forte croissance des revenus, est principalement liée aux dépenses au titre des services. Plus d'un quart de la croissance est attribuable aux dépenses visant les services de loisirs. Les ventes d'ameublement et d'appareils ménagers étaient également en hausse, ce qui témoigne de la vigueur du marché de l'habitation. Par contre, les achats d'automobiles ont diminué, tout en demeurant proches des niveaux record.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a diminué de 2,1 % au deuxième trimestre, après avoir fortement augmenté pendant trois trimestres. Ce recul est principalement attribuable à la baisse de 37 % de l'activité de revente. Comme en témoignent cette baisse et d'autres récents indicateurs comme les permis de construire, les mises en chantier et les reventes, le marché de l'habitation auparavant en pleine effervescence connaît un ralentissement.

Investissements des entreprises dans les machines et le matériel. Ces investissements ont continué à remonter, enregistrant une hausse de plus de 20 % au deuxième trimestre. La construction non résidentielle a légèrement augmenté, après avoir baissé pendant trois trimestres.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont grimpé en flèche (45,4 %) pour le deuxième trimestre de suite après avoir dégringolé en 2001. Les gains étaient marqués dans les industries de la fabrication, du commerce de gros et de détail ainsi que de l'exploitation pétrolière et gazière. Cette croissance est de bon augure pour le maintien de la reprise des investissements des entreprises.

¹ D'après le document *Consensus Forecasts*, publié par Consensus Economics Inc., au Royaume-Uni.

(suite à la page 7)



FINANCEMENT

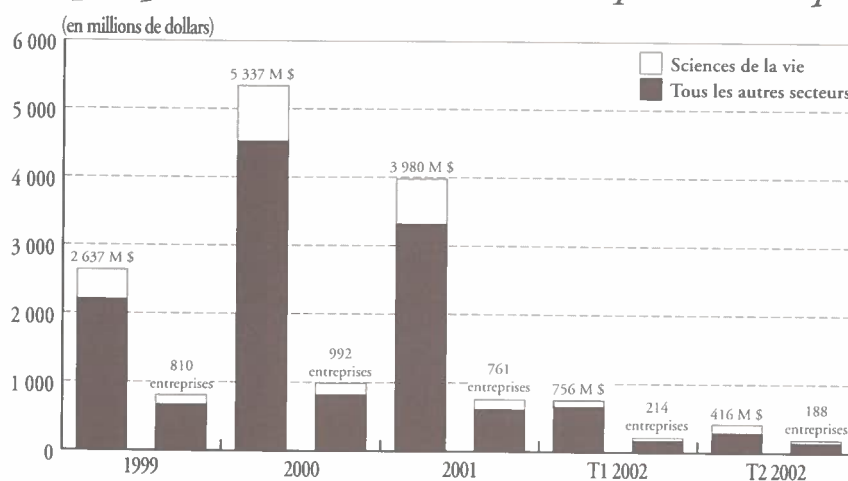
par capitaux propres

Investissement de capital de risque au deuxième trimestre de 2002

Au deuxième trimestre de 2002, l'industrie canadienne du capital de risque a effectué des investissements totalisant 416 millions de dollars (graphique 1), soit une baisse de 45 % par rapport aux 756 millions investis au trimestre précédent et une baisse de 69 % par rapport à l'investissement de 1,3 milliard enregistré au deuxième trimestre de 2001. Ces baisses reflètent les récents remous sur les marchés boursiers et le brusque retrait des investisseurs étrangers (principalement des fonds de capital de risque et des groupes stratégiques d'entreprises américains), qui n'ont investi que 79 millions de dollars dans des entreprises canadiennes au deuxième trimestre de 2002 par rapport à un investissement de 316 millions durant la même période un an plus tôt.

Le ralentissement considérable de l'industrie canadienne du capital de risque reflète la situation qui prévaut aux États-Unis, où les investissements de capitaux de risque ont chuté, passant de 8,95 milliards de dollars américains au deuxième trimestre de 2001 à 5,06 milliards au deuxième trimestre de 2002. Ceci représente une baisse de 11 % par rapport au premier trimestre de 2002 et le plus bas niveau d'activité liée au capital de risque depuis le troisième trimestre de 1998.

Graphique 1 : Investissement de capital de risque



Source : MacDonald and Associates Limited, *Venture Capital Activity*, deuxième trimestre de 2002.

(suite à la page 7)

Données au 30 août 2002

(suite de la page 6)

Entre avril et juin 2002, le secteur des communications a reçu beaucoup moins d'attention de l'industrie du capital de risque et de ses partenaires étrangers. Seulement 50 millions de dollars ont été investis, comparativement à 360 millions au trimestre précédent (soit une baisse de 86 %), et à 279 millions au cours de la même période l'année précédente. Le secteur des sciences de la vie, par contre, s'en est plutôt bien tiré. Comme on le montre le graphique 1, malgré une chute de 53 % au chapitre des investissements en dollars absolus effectués entre le deuxième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002, un total de 40 entreprises du secteur ont bénéficié d'investissements de 125 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002. Ce montant représente 30 % du capital investi pendant la période à l'étude (deuxième trimestre de 2002); les sciences de la vie ont ainsi évincé les communications en tant que principal secteur bénéficiaire d'investissements de capital de risque.

FAILLITES commerciales

Le nombre de faillites commerciales a diminué de 6,2 % entre le premier et le deuxième trimestre de 2002, passant de 2 660 à 2 495. Le nombre de faillites sur 12 mois a régressé de 8,5 % entre le deuxième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002.

Malgré la diminution du nombre de faillites commerciales, le passif lié aux faillites a atteint la barre des 4,5 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2002, soit une augmentation de 142 % par rapport au premier trimestre. En avril uniquement, les industries de l'exploitation forestière, de la fabrication et des services commerciaux enregistraient chacune plus d'un milliard de dollars en passif au deuxième trimestre.

Les variations trimestrielles, positives ou négatives, de la valeur du passif lié aux faillites ont été supérieures à 61 % au cours de quatre des cinq derniers trimestres. On constate également cette volatilité exceptionnelle dans les variations sur 12 mois, entre autres une hausse de 133 % au deuxième trimestre de 2002 par rapport au trimestre correspondant de 2001.

(suite de la page 5)

Excédent courant. L'excédent courant s'est chiffré à 4,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit en baisse de 0,4 milliard par rapport au trimestre précédent. Cependant, il s'agissait du dixième trimestre de suite où l'excédent était supérieur à 4 milliards de dollars, niveau jamais atteint avant 2000. Le recul de l'excédent au titre des biens et services est responsable en grande partie de la diminution enregistrée au deuxième trimestre. L'excédent sur marchandises a chuté de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 13,7 milliards au deuxième trimestre, les importations ayant augmenté plus vite que les exportations. Le déficit au titre des services est passé de 1,6 milliard au premier trimestre à 1,9 milliard au deuxième, principalement en raison d'un déficit accru au titre des voyages. Le déficit relatif aux revenus de placement a diminué d'environ 0,2 milliard de dollars, tandis que l'excédent sur les transferts courants a baissé d'environ 0,1 milliard de dollars.

Enquête sur la situation des entreprises (juillet). Selon l'enquête, les fabricants étaient généralement optimistes en ce qui a trait à l'activité de fabrication au troisième trimestre. Plus de 90 % des fabricants interrogés s'attendaient à ce que leur niveau de production augmente ou reste stable au troisième trimestre. Seuls 13 % considéraient que leurs stocks étaient trop élevés et 14 % s'attendaient à une baisse de l'emploi.

Emploi. La croissance de l'emploi s'est poursuivie en juillet, quoiqu'à un rythme plus lent. Le nombre d'emplois créés s'est chiffré à 23 000, comparativement à un gain mensuel moyen de 47 000 depuis décembre dernier. La création nette d'emplois totalise 326 000 durant les sept premiers mois de l'année. Malgré la forte croissance de l'emploi au cours des derniers mois, le taux de chômage est demeuré stable, variant entre 7,5 et 7,7 % depuis mars, l'amélioration des conditions du marché de l'emploi ayant encouragé plus de gens à se joindre à la population active.

Indice des prix à la consommation (IPC). Le taux d'inflation a été de 2,1 % en juillet, en hausse par rapport à 1,3 % en juin. Le taux d'inflation de base est demeuré à 2,1 % en juillet, près du point milieu de la fourchette officielle visée de 1 à 3 %. Le taux de base exclut les éléments de l'IPC dont le prix est volatil, par exemple, certains produits alimentaires et l'énergie.

Banque du Canada. La Banque du Canada a relevé son taux officiel de 25 points de base à trois reprises cette année. Il s'établit maintenant à 2,75 %. Compte tenu du maintien de la forte croissance économique, la Banque du Canada devrait continuer d'augmenter graduellement son taux directeur en vue de limiter les risques de pressions inflationnistes à mesure que l'économie commencera à fonctionner à plein rendement.

Dollar canadien. Le huard s'est affaibli au cours des derniers mois pour s'établir à environ 0,64 \$US après avoir passé la barre des 0,66 \$US au début de juin, ce qui reflète en partie l'incertitude accrue sur les marchés financiers mondiaux. L'écart grandissant entre les taux d'intérêt canadiens et américains a soutenu le huard.

La rubrique Coup d'œil sur l'économie est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Hossein Rostami par téléphone au (613) 995-8452 ou par courriel à l'adresse rostami.hossein@ic.gc.ca

FAITS nouveaux

Atelier de recherche sur les investisseurs providentiels

En réaction au rapport du groupe de travail MacKay sur l'avenir du secteur des services financiers canadien, le gouvernement a donné à Industrie Canada ainsi qu'au ministère des Finances Canada et à Statistique Canada le mandat d'analyser la situation du financement des petites et moyennes entreprises (PME) au Canada. Dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des PME, on veut véritablement en savoir plus sur le rôle que jouent les investisseurs providentiels dans le financement en début d'exploitation.

Le 5 octobre 2002, Industrie Canada a tenu à Ottawa un atelier de recherche sur les investisseurs providentiels. Le principal objectif était d'élaborer un protocole de recherche permettant de chiffrer la contribution financière réelle et éventuelle des investisseurs providentiels aux entreprises canadiennes, ainsi

que l'importance de ces contributions. Le protocole orientera la recherche dans le domaine du financement providentiel que mèneront Industrie Canada et ses ministères partenaires au cours des années à venir.

On peut consulter des études antérieures sur les investisseurs providentiels commandées par Industrie Canada à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/prf/>

Neuvième réunion des ministres responsables des PME de l'APEC

« Accroître les avantages de la coopération »

Industrie Canada a participé à la neuvième réunion des ministres responsables des petites et moyennes entreprises (PME) de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qui s'est tenue à Acapulco, au Mexique, du 22 au 25 août 2002. Comme au cours des années précédentes, trois événements ont eu lieu parallèlement à cette réunion : la réunion du Réseau des femmes dirigeantes, du 20 au 22 août; la 15^e réunion du Groupe de travail sur les PME, les 22 et 23 août, et le Forum des affaires, du 18 au 23 août.

Cette année, la réunion des ministres responsables des PME portait sur l'accroissement des avantages de la coopération. Les ministres des trois économies nord-américaines ont dirigé les discussions sur les sous-thèmes de la réunion et présenté des exposés sur le régionalisme (Canada), l'environnement stratégique (Mexique) et la croissance durable (États-Unis).

En 2002, le Mexique accorde la priorité, entre autres, au développement de micro-entreprises. Pour aider les économies membres de l'APEC à aborder cette question, une réunion de haut niveau sur les micro-entreprises a eu lieu les 17 et 18 août 2002. Les participants ont déterminé les principes d'action communs qui contribueraient à la croissance de micro-entreprises et renforceraient leur capacité de participer au commerce international. Le travail sur ces questions stratégiques continuera de figurer au programme de l'APEC visant les PME, par le truchement du Groupe de travail sur les PME.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la réunion des ministres responsables des PME et les réunions connexes, consultez le site Web à l'adresse www.apec2002.org.mx

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (Copyright.Droitsdauteur@pwgsc-tpsgc.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53734B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées